

LANDRY, Député de la Corse.

Son élection est validée [21 mai 1951] (p. 5584).

LANIEL (M. Joseph), Député du Calvados.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Secrétaire d'Etat aux Finances
(Economie nationale)

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1948] (p. 6610), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), [7 décembre 1948] (p. 7390) ; du Conseil d'administration de la Caisse autonome de Reconstruction [13 mai 1948] (p. 2564).

Dépôts :

Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, n° 1340. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles) Etat A, Reconstruction et urbanisme, n° 1556. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1947, d'un crédit de 80 millions de francs pour participation de la France à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, n° 2192. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à permettre en matière d'impôts directs la déduction du salaire de la femme mariée travaillant avec son conjoint (ou du salaire du conjoint travaillant avec sa femme chef d'en-

treprise), n° 2577. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale : 1° du compte d'emploi des crédits et emprunts obtenus par l'Etat de l'étranger, et notamment des Etats-Unis ; 2° du compte d'apurement des créances de l'Etat sur les cessionnaires de matériel et marchandises importées, n° 2919. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi instituant une Caisse autonome de la reconstruction, n° 3850. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) Reconstruction et urbanisme, n° 4046. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à un nouvel examen du projet de construction d'un tunnel sous la Manche, n° 5023. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Reconstruction et de l'urbanisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6517. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Thiriet, portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948, instituant une Caisse autonome de la reconstruction ; 2° de M. Crouzier, portant modification de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948, instituant une Caisse autonome de la reconstruction, n° 7936. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire effectuer d'urgence les travaux de mise hors d'eau et faire voter les crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Fervagues, près Lisieux (Calvados) n° 8252. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. Etat A. Reconstruction et Urbanisme, n° 8426 (annexe n° 24). — Le 20 janvier 1950, un avis au nom

de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 9017. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder une aide immédiate de 150 millions aux victimes de l'ouragan qui a dévasté la région de Fervaques (près Lisieux), n° 9257. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 3 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu le 21 janvier 1950 au bâtiment de l'O.N.C.O.R. à Caen, n° 9289. — Le 10 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 9909. — Le 9 juin 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10239. — Le 20 juillet 1950, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10680. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Reconstruction et Urbanisme), n° 10700. — Le 10 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de MM. Penoy et Blocquaux tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires ; 2° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de réglementer la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques ; 3° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de leur loyer les sinistrés

logés en baraques, n° 11238. — Le 6 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et Urbanisme), n° 11515. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11942) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11045) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et Urbanisme), n° 12246. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer d'une manière uniforme, au 1^{er} octobre 1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de Résistance (reconnaissance de réseaux ou d'unités ; demandes de certificats d'appartenance aux F.F.C., F.F.L., F.F.I., R.I.F., d'attributions de grades d'assimilation dans ces groupements ; propositions de récompenses, etc.) ; 2° à fixer au 31 décembre 1951 la date à laquelle devront être prises et publiée au *Journal Officiel* — pour celles qui doivent l'être — les décisions consécutives à ces propositions, la date du 31 décembre 1951 devant marquer la clôture définitive des opérations administratives concernant la Résistance, à l'exception de celles à titre posthume, n° 12637.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, *Discussion générale* : Ses observations sur : *le déficit, la déflation économique, la taxation d'office* [21 décembre 1946] (p. 208) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, EQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) ; en qualité de *Rapporteur* ; Art. 5 : *Mise en application de la loi sur les dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 310). — Est entendu au cours du débat sur la déclaration de

M. Paul Ramadier désigné comme Président du Conseil (*Politique française en Indochine. — Nationalisations. — Liberté de la presse. — Ministère de la Défense nationale*) [21 janvier 1947] (p. 30). — Son ordre du jour pur et simple déposé à la suite de l'interpellation de M. Capitant sur la composition du Cabinet [28 janvier 1947] (p. 52). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Discussion générale* [4 février 1947] (p. 151); Art. 80 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en vue de prendre en recettes au budget général toutes taxes et impositions instituées au profit d'organismes particuliers, publics ou semi-publics, dotés de l'autonomie financière* [7 février 1946] (p. 263); le retire (p. 264); — au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 632, 633, 634); Art. 3 : *Son amendement tendant à ce que soit placée au premier rang de l'urgence, l'œuvre de la reconstruction* [6 mars 1947] (p. 674); Art. 29 : *Son amendement tendant à attribuer au Ministère de la Reconstruction les sommes économisées sur les chapitres ne paraissant pas de première urgence* (p. 680, 681); *Son exposé sur l'ensemble* [7 mars 1947] (p. 783). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1462, 1463); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Pose la question préalable* [23 juin 1947] (p. 2330, 2331); la retire (p. 2331); Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gozard relatif à la limitation des dividendes* (p. 2382). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Complots armés contre la République*) [2 juillet 1947] (p. 2638). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1947] (p. 3227, 3228, 3229); Chap. 404 : *Indemnités de réquisitions* (p. 3263); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget

général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3747, 3748). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 80 millions pour participation à l'Exposition internationale de l'Urbanisme et de l'habitation : en qualité de *Rapporteur* [1^{er} août 1947] (p. 3827); — du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre : *Discussion générale* [1^{er} août 1947] (p. 3829); — du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4837, 4838). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4968); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5986, 5987). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa demande de pointage d'un scrutin* [22 décembre 1947] (p. 6168). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6484, 6485); Art. 4 : *Mesures permettant la construction de voies de communication d'outillage et d'installations d'intérêt général* [30 décembre 1947] (p. 6508); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à permettre aux sinistrés d'imputer sur le prélèvement les sommes dues par l'Etat* [3 janvier 1948] (p. 41, 42); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 72, 73); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 244, 245); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Son rappel au règlement* [29 janvier 1948] (p. 290); — de propositions de loi relatives à l'abrogation du prélèvement exceptionnel; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* [5 mars 1948] (p. 1435, 1436); — du projet de loi créant une Caisse autonome de la reconstruction : en qualité de *Rapporteur*

[19 mars 1948] (p. 1995, 1996); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; RECONSTRUCTION ET URBANISME : en qualité de *Rapporteur spécial* [17 juillet 1948] (p. 4759, 4760); Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* [18 juillet 1948] (p. 4779); Chap. 3023 : *Demande du Gouvernement de rétablissement de crédits pour regroupement des délégations départementales* (p. 4779); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* (p. 4786); Chap. 502 : *Amendement de M. Letourneau tendant à rétablir les crédits prévus pour la Fondation française du bâtiment* (p. 4787, 4788); Chap. 6045 : *Vulgarisation et documentation* (p. 4791) — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* des 27 et 28 juillet 1948, p. 7363 et 7426).

En cette qualité :

Prend part à la suite de la discussion du projet de loi ci-dessus; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100 : *Ses observations sur la répartition des matières premières* [31 juillet 1948] (p. 5184); *et sur la politique économique* [2 août 1948] (p. 5190, 5191); Chap. 102 : *Sa demande de rétablissement de crédits pour l'administration centrale* (p. 5192); Chap. 106 : *Commissaires et secrétaires aux prix* (p. 5193); Chap. 108 : *Contrôleurs d'Etat* (p. 5193, 5194); Chap. 109 : *Expansion économique à l'étranger* (p. 5194); Chap. 115 : *Service d'importation et exportations (Impex)* (p. 5195); Chap. 118 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du Contrôle économique (Décentralisation régionale)* (p. 5196); Chap. 124 : *Institut national de la Statistique* (p. 5197); Chap. 126 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 5 millions les crédits pour la Commission des approvisionnements en Grande-Bretagne* (p. 5198); *Sa demande de rétablir les crédits prévus pour ce chapitre (ibid.)*; Chap. 128-2 : *Représentation commerciale en Allemagne* (p. 5199); Chap. 312 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement du Contrôle économique* (p. 5200); Chap. 501 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à rétablir les crédits pour les foires à l'étranger* (p. 5201); Chap. 507 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à supprimer la subvention au Centre national d'in-*

formation économique (p. 5202); Chap. 601 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Commissions d'études du coût de la vie* (p. 5202). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions passées avec la Banque de France (Or récupéré en Allemagne) : *Discussion générale* [7 août 1948] (p. 5508); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord économique franco-américain; Art. 3 : *Amendements de M. Leenhardt relatifs à la constitution d'une commission mixte d'application des crédits provenant du plan Marshall* [19 août 1948] (p. 6002); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la Production industrielle pour 1947 (Subventions) : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6115); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisations de dépenses pour 1948 (Subventions); Article unique : *Amendement de M. Valentino tendant à accorder une subvention de 500 millions à la Caisse centrale de la France d'outre-mer* [23 août 1948] (p. 6128); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai pour les décrets mettant fin à ce privilège* [26 août 1948] (p. 6335); Art. 2 : *Amendement de M. Guillon tendant à rejeter la convention du 10 juillet 1947* (p. 6336); *Amendement de M. Dureau tendant à approuver la convention, mais en calculant différemment le prix de rachat des actions* (p. 6336); — du projet de loi portant création d'un Institut d'émission de l'Indochine : *Question préalable posée par M. Pronteau* [26 août 1948] (p. 6350).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [23 décembre 1948] (p. 7887, 7888, 7889); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'intérêt pour la construction d'habitations à bon marché* [15 février 1949] (p. 597); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1949] (p. 1788); Chap. 310 : *Amendement de M. Fagon tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du*

matériel automobile (p. 1792); Chap. 501 : *Subventions aux centres scientifiques et techniques du bâtiment* (p. 1792); Chap. 610 : *Frais du Crédit foncier pour étude et réalisation de prêts complémentaires* (p. 1792, 1793); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la politique économique pratiquée depuis 1945, la baisse mondiale des prix, le besoin des collectivités locales)* [23 mai 1949] (p. 2841, 2842, 2843). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5776, 5777). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre budgétaire et la nécessité d'une réforme fiscale)* [21 décembre 1949] (p. 7109, 7110); *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7234); Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits de la Reconstruction de 100 milliards* [26 décembre 1949] (p. 7314); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7599, 7600); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 5); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 734, 735); — du projet de loi relatif aux investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : *Son amendement tendant à porter de 37 à 45 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3069, 3070, 3071); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* [13 juin 1950] (p. 4689, 4690); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4694); Chap. 1060 : *Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour rémunération de concours extérieurs* (p. 4697); Chap. 1090 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 4698);

Chap. 1140 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de surveillance, présentée par le Gouvernement* (p. 4699); Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction* (p. 4714); Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique du bâtiment* (p. 4718); — du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France; Article unique : *Ratification de l'accord conclu au sujet de la réévaluation du stock d'or* [2 août 1950] (p. 6526, 6527); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Son ordre du jour demandant une politique plus ferme en Indochine* [22 novembre 1950] (p. 8046); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8434, 8435); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1950] (p. 9104); Chap. 4070 : *Amendement de M. Midol tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services du logement* [15 décembre 1950] (p. 9166); Chap. 5010 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au Centre scientifique du bâtiment* (p. 9170, 9174); Chap. 6080 : *Amendement de M. Poulain tendant à rétablir le chiffre demandé par le Gouvernement pour documentation et vulgarisation* (p. 9180); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9930, 9931). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Sa demande de suspension de séance* [9 mars 1951] (p. 1797); *Motion de M. Delcos investissant M. Queuille* (p. 1811); — à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3391, 3392). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275), [7 septembre 1948] (p. 6439). = Obtient un congé [7 septembre 1948] (p. 6439).